

Art. 4. Après prélèvement des frais, l'huissier de justice en dresse l'état et le transmet au requérant avec le produit de la vente, à concurrence du montant de sa créance. Il verse le surplus au propriétaire ou, si celui-ci n'a pas de domicile ou de résidence connu, à la Caisse de Dépôts et Consignations, au nom du propriétaire, sous procès-verbal de dépôt. Le montant de la consignation, en principal et intérêts, est acquis de plein droit au Trésor public cinq ans après le dépôt s'il n'y a eu, dans l'intervalle, réclamation de la part du propriétaire, de ses représentants ou de ses créanciers.

Si le produit de la vente est insuffisant pour couvrir les frais, le solde est payé par le requérant, sauf recours contre le propriétaire.

Art. 5. Les ventes faites en application de la présente loi sont soumises aux dispositions des articles 226 à 235 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 février 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Scellé du Sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 83 — 562

8 MARS 1983. — Arrêté royal portant approbation de la création, par la Société nationale d'investissement, d'une filiale spécialisée en matière de gestion des activités du cycle des combustibles nucléaires

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, modifiée par la loi du 30 mars 1978 portant organisation de l'initiative économique publique et par la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, notamment l'article 2, § 2 (point 2) et l'article 3;

Vu le code des impôts sur les revenus, notamment l'article 170 modifié par la loi du 15 juillet 1966;

Vu la demande introduite par la Société nationale d'investissement tendant à l'approbation de la constitution de la société anonyme Synatom en filiale spécialisée;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Énergie, et de l'avis de Nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. En application de l'article 2, § 2 (point 2) de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société Nationale d'Investissement (S.N.I.), et des sociétés régionales d'investissement, remplacé par la loi du 4 août 1978, est approuvée la proposition de la S.N.I. de conférer le statut de filiale spécialisée à la société anonyme Synatom (immatriculée au registre du commerce de Bruxelles sous le n° 354754), qui prendra dorénavant la dénomination « Société belge des Combustibles Nucléaires Synatom » en abrégé : « Synatom », à condition que la S.N.I. participe à raison de 50 p.c. dans le capital social par souscription à une augmentation de capital.

Art. 4. Na aftrek van de kosten stelt de gerechtsdeurwaarder de afrekening vast en maakt die samen met de opbrengst van de verkoop over aan de eiser, tot beloop van zijn schuldvoordering. De gerechtsdeurwaarder keert het overige uit aan de eigenaar of stort het, wanneer diens woon- of verblijfplaats onbekend is, bij de Deposito- en Consignatiekas ten name van de eigenaar met opmaking van een proces-verbaal van bewaargeving. Het in bewaring gegeven bedrag vervalt, in hoofdsom en interesten, van rechtswege aan de Schatkist vijf jaar na de bewaargeving, tenzij dat bedrag, binnen die termijn, door de eigenaar, zijn vertegenwoordigers of zijn schuldeisers is opgevorderd.

Heeft de verkoop niet genoeg opgebracht om de kosten te dekken, dan betaalt de schuldeiser het verschil, behoudens verhaal op de eigenaar.

Art. 5. Elke vertraging in de stortingen, bedoeld in artikelen 226 tot 235 van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 februari 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
J. GOL

Met 's Landszegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
J. GOL

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 83 — 562

8 MAART 1983. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de oprichting door de Nationale Investeringsmaatschappij van een gespecialiseerde dochtervennootschap in verband met het beheer van de nucleaire brandstofcyclus

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij wet van 30 maart 1978 houdende organisatie van het economische overheidsinitiatief en bij de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, inzonderheid op artikel 2, § 2, (punt 2) en op artikel 3;

Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 170 gewijzigd bij wet van 15 juli 1966;

Gelet op de aanvraag ingediend door de Nationale Investeringsmaatschappij, tot goedkeuring van de oprichting van de naamloze vennootschap Synatom als gespecialiseerde dochtervennootschap;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën, van Onze Minister van Economische Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Energie, en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In toepassing van artikel 2, § 2 (punt 2) van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van de Nationale Investeringsmaatschappij (N.I.M.), en van de gewestelijke investeringsmaatschappijen, vervangen bij de wet van 4 augustus 1978, wordt goedgekeurd het voorstel van de N.I.M. het statuut van gespecialiseerde dochtervennootschap te verlenen aan de naamloze vennootschap Synatom (ingeschreven in het handelsregister van Brussel, onder nr. 354754), die voortaan de benaming zal dragen van « Belgische Maatschappij voor Kernbrandstoffen Synatom », afgekort : « Synatom », op voorwaarde dat de Nationale Investeringsmaatschappij ten belope van 50 pct. deelneemt in het maatschappelijk kapitaal door inschrijving op een kapitaalverhoging.

Art. 2. La filiale spécialisée doit avoir pour objet la gestion des activités relatives au cycle des combustibles nucléaires, à l'exception des activités énoncées au § 2 de l'article 179 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, sauf celles que l'Organisme public crée à cet effet déciderait de lui sous-traiter.

Art. 3. En application de la dérogation prévue à l'article 3, § 1, de la loi du 2 avril 1962 précitée, le montant total des emprunts que la filiale spécialisée visée à l'article 1 peut contracter et des obligations qu'elle peut émettre en exécution de son objet social défini à l'article 2 peut dépasser le montant de son capital et de ses réserves.

Art. 4. §-1. En application de l'article 3, § 2, de la loi du 2 avril 1962 précitée, la garantie de l'Etat est accordée par le présent arrêté à l'intérêt et à l'amortissement des obligations à émettre et des emprunts à contracter par la filiale spécialisée dans le cadre de son objet social défini à l'article 2 du présent arrêté.

§ 2. Le montant total en principal garanti par l'Etat sur des obligations à émettre et des emprunts à contracter sera fixé de telle sorte que l'Etat et les actionnaires privés assument chacun la moitié de la garantie totale accordée à l'ensemble de ces emprunts et obligations.

Le montant garanti par l'Etat ne pourra toutefois pas dépasser en principal 25 milliards de francs belges, sauf autorisation nouvelle à accorder par arrêté royal, étant entendu que :

a) pour le calcul de ce plafond, les montants des émissions et emprunts exprimés en monnaies étrangères seront convertis en francs belges au cours officiel des changes arrêté par les banquiers réunis en Chambre de Compensation, à Bruxelles le jour de l'émission ou de l'emprunt, et

b) la garantie de l'Etat portera néanmoins sur le montant en francs belges nécessaire au remboursement des obligations ou emprunts exprimés en monnaies étrangères, au cours officiel des changes arrêté conformément à la procédure prévue au jour de leurs échéances.

Art. 5. § 1. Il est renoncé en totalité à la perception du précompte mobilier sur les sommes allouées ou attribuées par la filiale spécialisée visée à l'article 1er à des épargnants non-résidents au titre de revenus de créances et prêts non représentés par des titres au porteur ou représentés par des titres revêtant la forme d'effets de commerce, en exécution de conventions conclues par la filiale spécialisée.

2. § Les épargnants non-résidents au sens du § 1 sont les contribuables visés à l'article 139 du Code des impôts sur les revenus qui n'affectent pas les capitaux mobiliers en question à l'exercice d'une activité professionnelle en Belgique.

§ 3. La renonciation à la perception du précompte mobilier prévue au § 1 ne s'applique qu'à la condition que la filiale spécialisée soit mise en possession d'une attestation par laquelle il est certifié que les bénéficiaires des revenus sont les propriétaires ou les usufruitiers des capitaux mobiliers dont il s'agit et des épargnants non-résidentiels tels que les définit le § 2.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1983.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

W. DE CLERCQ

Le Ministre des Affaires économiques,

M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,

E. KNOOPS

Art. 2. De gespecialiseerde dochtervennootschap moet tot doel hebben het beheer van de activiteiten inzake de nucleaire brandstofcyclus, met uitzondering van de activiteiten opgesomd in § 2, van artikel 179 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, behalve deze welke de openbare instelling die daarvoor werd opgericht, zou beslissen haar in onderaanneming te geven.

Art. 3. In toepassing van de afwijking voorzien in artikel 3, § 1, van de bovengenoemde wet van 2 april 1962 mag het totale bedrag van de leningen die de in artikel 1 bedoelde gespecialiseerde dochtervennootschap kan aangaan, en van de obligaties die ze kan uitvoeren in uitvoering van haar in artikel 2 bepaalde maatschappelijk doel, het bedrag van haar kapitaal en reserves overschrijden.

Art. 4. § 1. In toepassing van artikel 3, § 2, van de bovengenoemde wet van 2 april 1962 wordt bij dit besluit de Staatswaarborg verleend aan de rente en aflossing van de uit te geven obligaties en van de leningen die worden aangegaan door de gespecialiseerde dochtervennootschap in het kader van haar in artikel 2 van dit besluit bepaalde maatschappelijk doel.

§ 2. Het bedrag van de door de Staat gewaarborgde hoofdsom voor de uit te geven obligaties en de aan te gaan leningen zal zodanig worden vastgesteld dat de Staat en de privé aandeelhouders elk voor de helft van de totale aan het geheel der leningen en obligaties toegekende waarborg zullen instaan.

Het door de Staat gewaarborgde bedrag mag evenwel niet meer bedragen dan 25 miljard Belgische frank, behoudens nieuwe toelating bij koninklijk besluit, waarbij :

a) voor de berekening van dit plafond zullen de bedragen van de uitgaven en leningen uitgedrukt in vreemde munt, omgezet worden in Belgische frank tegen de officiële wisselkoers vastgesteld door de bankiers verenigd in de Verrekeningskamer te Brussel de dag van de uitgifte of lening, en

b) de Staatswaarborg evenwel slaat op het bedrag in Belgische frank nodig voor de terugbetaling der obligaties of leningen, uitgedrukt in vreemde munt, tegen de officiële wisselkoers op hun vervaldag, vastgesteld overeenkomstig de procedure bepaald in a).

Art. 5. § 1. Er wordt volledig afgezien van de inning van de roerende voorheffing op de sommen verleend of toegekend door de in artikel 1 bedoelde gespecialiseerde dochtervennootschap aan spaarders niet-verblijfhouders als inkomsten van vorderingen of leningen niet-vertegenwoordigd door stukken aan toonder of vertegenwoordigd door stukken die de vorm van handelseffekten aannemen, in uitvoering van overeenkomsten gesloten door de gespecialiseerde dochtervennootschap.

§ 2. De spaarders niet-verblijfhouders in de zin van § 1 zijn de in artikel 139 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelde belastingsschuldigen die de betrokken roerende kapitalen niet aanwenden voor de uitoefening van een beroepsactiviteit in België.

§ 3. Het afzien van de inning van de roerende voorheffing voorzien in § 1 geldt slechts op voorwaarde dat de gespecialiseerde dochtervennootschap in het bezit wordt gesteld van een bewijs waarin wordt verzekerd dat de genietters van de inkomsten de eigenaars of vruchtgebruikers zijn van de betrokken roerende kapitalen, en spaarders niet-verblijfhouders zijn zoals bepaald in § 2.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën, Onze Minister van Economische Zaken en Onze Staatssecretaris voor Energie zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 maart 1983.

BOUDEWIJN

[Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

W. DE CLERCQ

De Minister van Economische Zaken,

M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor Energie,

E. KNOOPS